




SOCIÉTÉ POUR
LES PEUPLES
MENACÉS



ICH ÄUSSERE
MICH ZU TIBET,
WANN ICH WILL!

JE M'EXPRIME
SUR LE TIBET
QUAND
JE VEUX !

Rapport Annuel

2018

	3	EDITORIAL
4		
CAMPAGNES & PROJETS		
Succès 2018		
	6	CAMPAGNES & PROJETS
		Tibet / Suisse
8		
CAMPAGNES & PROJETS		
Sri Lanka		
	10	CAMPAGNES & PROJETS
		Or
12		
CAMPAGNES & PROJETS		
Les Roms, Sintés et Yéniches		
	14	CAMPAGNES & PROJETS
		Sami Norvège
16–19		
RAPPORT FINANCIER		
Bilan		
Compte de résultat		
Rapport d'activité		

Editorial

L'engagement de la Société pour les peuples menacés porte ses fruits : l'année passée encore, nos actions en faveur des droits des autochtones et des minorités ont permis d'amorcer des changements et de remporter des victoires. C'est avec plaisir que nous vous les présentons dans notre rapport annuel 2018 et que nous en citons quelques exemples ici.

L'or sale : la SPM a montré dans un rapport pourquoi Dubaï est considérée comme la plaque tournante de l'or sale. Suite à cette publication, les exportations des Emirats arabes unis vers la Suisse ont fortement chuté. Fin 2018, le Préposé fédéral à la protection des données et à la transparence a recommandé à la Direction générale des douanes de répondre favorablement à la demande de la SPM et de lui donner un aperçu détaillé des transactions aurifères.

Au Sri Lanka : pendant des années, la marine sri-lankaise a occupé la petite île d'Iranaitivu. Soutenue par la SPM, la population s'est battue avec succès pour la récupérer : les insulaires ont pu rentrer chez eux au mois de mai 2018. Leur situation s'est améliorée car ils peuvent à nouveau y pratiquer la pêche.

L'action de la SPM a aussi été bénéfique en Suisse : grâce au projet de médiation entre les Roms nomades, les propriétaires terriens et les autorités, les conflits ont pu être évités l'été passé. Ce résultat est particulièrement positif considérant que plus de 1500 caravanes roms ont sillonné la Suisse en 2018.

Sans vous, très chers membres, donatrices et donateurs, ces victoires d'étapes et bien d'autres encore n'auraient pas été possibles. Nous vous remercions du fond du cœur pour votre soutien !

La Société pour les peuples menacés fête cette année ses 30 ans. Nous nous réjouissons de pouvoir célébrer cet anniversaire avec vous et, nous l'espérons, de vous rencontrer en personne.



Christoph Wiedmer
Co-directeur



Lisa Mazzone
Présidente



IMPRESSUM

Éditrice : Société pour les peuples menacés Suisse

Birkenweg 61, CH-3013 Berne, 031 939 00 00, info@gfbv.ch, www.gfbv.ch

Compte pour les dons : Berner Kantonalbank BEKB: IBAN CH05 0079 0016 2531 7232 1

Textes : Maja Gobeli, Christoph Wiedmer, Irene Gurtner Mise en page : Tania Brügger Marquez

Rédaction : Maja Gobeli, Dominique Schärer Photo couverture : Franziska Rothenbühler

P. S. Consultez toutes les informations sur nos 30 ans et les manifestations sur www.gfbv.ch/30-ans

Nos succès 2018 pour les minorités et autochtones – aussi grâce à vous !

Tout au long de l'année passée, nous avons pu célébrer des succès et obtenir un changement grâce à nos campagnes. Sans vous, très chers membres, donatrices et donateurs, nos victoires d'étapes sur la carte du monde n'auraient pas été possibles. Nous vous remercions du fond du cœur pour votre précieux soutien !

Norvège

Samis du Sud exigent du respect

En Norvège, un nouveau parc éolien menace l'élevage traditionnel des rennes des Samis du Sud et leur existence. Credit Suisse et BKW participent au projet en tant qu'investisseurs. La SPM a permis aux délégués des Samis du Sud de se rencontrer en personne avec les responsables en Suisse. Les faits ont suscité un vif intérêt public et ont donné lieu à une intervention au Grand Conseil du canton de Berne.

Suisse

Moins de conflits grâce à la médiation

Le projet de médiation entre les Roms nomades, les propriétaires terriens et les autorités a connu un bilan réjouissant en été 2018. Des conflits ont pu être évités grâce à l'intervention du médiateur Andreas Geringer et d'autres membres de la Verband Sinti und Roma Schweiz (VSRS). Ce résultat est particulièrement positif considérant que plus de 1500 caravanes de Roms nomades ont arpenté la Suisse en 2018.

Tibet

Pétition déposée

En septembre, la SPM et des organisations tibétaines ont déposé une pétition pour les droits des Tibétain-e-s en Suisse. Plus de 11 000 personnes y ont apposé leur signature : malgré l'accord de libre-échange avec la Chine, la Suisse doit continuer à s'engager pour le respect des droits humains au Tibet. En Suisse, cela signifie que la politique et les autorités doivent protéger la communauté tibétaine, notamment contre la surveillance chinoise.

Pérou

Les autorités saisissent de l'or destiné au marché suisse

En mars, les douanes péruviennes ont saisi 91.42 kilos d'or provenant du fournisseur douteux Minerales del Sur. L'or était destiné à la raffinerie suisse Metalor. Les exportations de ce fournisseur ont depuis été stoppées. La SPM avait déjà critiqué les relations commerciales entre Metalor et Minerales del Sur en 2015. Seulement en 2018, après la saisie, Metalor a mis fin à ses relations commerciales avec les fournisseurs les plus contestés d'or péruvien. Pour toujours, nous l'espérons.

Suisse

Or : victoire d'étape dans la lutte pour la transparence

Le Préposé fédéral à la protection des données et à la transparence a recommandé à la Direction générale des douanes de répondre favorablement à la demande de la SPM souhaitant un accès détaillé aux transactions commerciales de l'or. Début 2019, la Direction générale des douanes a suivi cette recommandation. Cet événement a créé une petite onde de choc dans un monde d'ordinaire très secret. Les raffineries, par contre, sont incorrigibles : elles ont déposé un recours.

Dubaï

Chute massive des importations d'or de Dubaï vers la Suisse


Dans un rapport du mois de mars, la SPM a montré pourquoi elle suspectait que Dubaï était une plaque tournante pour l'or provenant de régions en conflit. Suite à cette publication, les exportations des Emirats Arabes Unis vers la Suisse ont fortement baissé. En janvier 2018, les Emirats étaient le fournisseur principal d'or en Suisse avec plus de 21 tonnes d'or. Au mois de juillet, plus aucun gramme d'or n'a été importé en provenance de ce pays. A l'exception du mois de décembre, ce recul s'est poursuivi pour la deuxième moitié de l'année.


Sri Lanka


Des habitant-e-s retrouvent leur île


Pendant des années, la marine sri lankaise a occupé la petite île d'Iranaitivu. Soutenue par la SPM, la population a lutté pour récupérer son île. Avec succès : les insulaires ont pu rentrer chez eux au mois de mai. Leur situation s'est améliorée car ils peuvent à nouveau pêcher depuis leur île.


----- Relations avec la Suisse

 Campagne « No dirty gold! »

 Campagne « Des aires de transit supplémentaires pour les Roms nomades »

 Campagne sur les Samis

 Campagne sur le Tibet

 Campagne Sri Lanka

Tibet/Suisse : Surveillance de la Chine

Le renforcement des droits fondamentaux des Tibétain-e-s en Suisse a fait partie des thèmes prioritaires de la SPM en 2018. Dans un rapport, nous avons montré les conséquences néfastes que pouvait avoir l'accord de libre-échange entre la Suisse et la Chine sur la situation de la communauté tibétaine en Suisse. Nous avons exprimé nos revendications sous la forme d'une pétition que près de plus de 11 000 personnes ont signée. Deux ateliers nous ont permis de former des membres de la communauté tibétaine au domaine de la sécurité Internet. Ces militant-e-s peuvent ainsi transmettre leurs connaissances à l'ensemble de la communauté.



Soutenir les Tibétain-e-s par une action politique

ACTIVITÉS

Début 2018, la SPM a publié le rapport intitulé « L'ombre chinoise », où elle analyse les répercussions de l'accord de libre-échange entre la Suisse et la Chine sur la communauté tibétaine. En conclusion : les droits humains des Tibétain-e-s en Suisse n'y sont qu'insuffisamment protégés. La Suisse doit donner plus d'importance aux droits humains dans ses relations économiques avec la Chine. Notre revendication a fait l'objet d'une pétition. Deux ateliers sur le thème de la sécurité Internet nous ont permis de soutenir la communauté tibétaine en Suisse en lui apprenant à se protéger de la cybersurveillance chinoise, une compétence clé pour les activistes tibétain-e-s.

SUCCÈS

A la suite de la publication de la SPM, les médias et les politiques ont été sensibilisés à la situation de la communauté tibétaine en Suisse. Divers politiciens, de droite comme de gauche, ont déclaré partager nos préoccupations. Le service des renseignements a confirmé l'existence d'une surveillance de la part de la Chine. Enfin, plus de 11 000 personnes ont soutenu l'action de la SPM en signant la pétition. Les ateliers ont permis de former 20 membres de la communauté tibétaine. Ces personnes peuvent désormais, grâce aux connaissances acquises, se protéger elles-mêmes ainsi que leur famille au Tibet, de la surveillance numérique exercée par la Chine.

« La police et le Conseil fédéral ont tenté de nous faire taire », militante tibétaine à propos de la visite en Suisse du président chinois Xi Jinping.

PERSPECTIVE

La pétition de la SPM sera traitée en 2019 par les Chambres fédérales. La SPM espère un changement de cap dans les relations entre la Suisse et la Chine et suivra toutes les décisions à ce sujet. Les droits des minorités ainsi que les droits humains doivent être au centre des priorités et ne pas disparaître derrière les intérêts économiques. LA SPM reste vigilante, et observe si et comment la Confédération prend des mesures contre la surveillance numérique des minorités. Nous suivons ce processus d'un œil critique et nous engagerons auprès des politiques et des pouvoirs publics pour la protection des Tibétain-e-s.

Sri Lanka : L'accaparement des terres par l'armée

Bien que la guerre soit finie depuis plusieurs années, l'armée continue d'occuper illégalement de vastes terrains principalement situés dans le nord et l'est de l'île. La population tamoule concernée se retrouve privée d'accès à la mer, dont elle a pourtant besoin pour subvenir à ses besoins en pêchant, ainsi que de l'accès aux infrastructures publiques telles que l'école et les lieux de culte. La SPM a expliqué aux personnes concernées quels sont leurs droits, mais aussi les possibilités d'action ; c'est ainsi qu'elle a soutenu des organisations locales qui ont acquis la restitution des terres par le gouvernement.



PHOTO : ©YVES BOWIE

Savoir agir contre l'accaparement des terres dans le Sri Lanka d'après-guerre



ACTIVITÉS

Au printemps, la SPM a présenté au Conseil des droits de l'homme un rapport sur l'accaparement des terres par l'armée dans la région de Vanni, au nord du Sri Lanka. En mars, elle a accompagné une militante tamoule, Mary Atrutharani Jeyaseelan, concernée personnellement, devant le Conseil des droits de l'homme à Genève et a organisé en sa compagnie une manifestation publique à Berne. Enfin, la SPM a mené à trois endroits différents des ateliers d'autonomisation durant lesquels les personnes concernées ont pu en apprendre plus sur leurs droits et sur leurs possibilités d'action politique. Nous avons soutenu en fin d'année une pétition ainsi que les protestations de la population réclamant la restitution des terres et le soutien de l'Etat pour la reconstruction.



SUCCÈS

Environ 90 personnes concernées ont pu participer aux ateliers organisés par la SPM. Des organisations locales d'entraide se sont créées et s'engagent désormais, grâce aux connaissances acquises, pour la restitution des terres par l'armée. Et cela a porté ses fruits : certaines communautés locales ont obtenu gain de cause et récupéré leurs terres. Ce fut le cas sur l'île d'Iranaitivu. De nombreux habitants ont pu retourner sur leurs terres ; sans toutefois trouver l'aide de l'Etat pour reconstruire ce qui avait été détruit. Certains terrains à Kuchchaveli, dont la SPM avait fait état dans son rapport « Zones d'ombre au paradis du soleil : droits humains et tourisme au Sri Lanka » (2015), ont été rendus à la population. Le gouvernement a annoncé que d'autres terrains occupés seraient restitués en 2019.

« Grâce à la restitution des terres, nous pouvons enfin de nouveau subvenir à nos besoins » – Mary Jeyaseelan, militante tamoule au Sri Lanka.

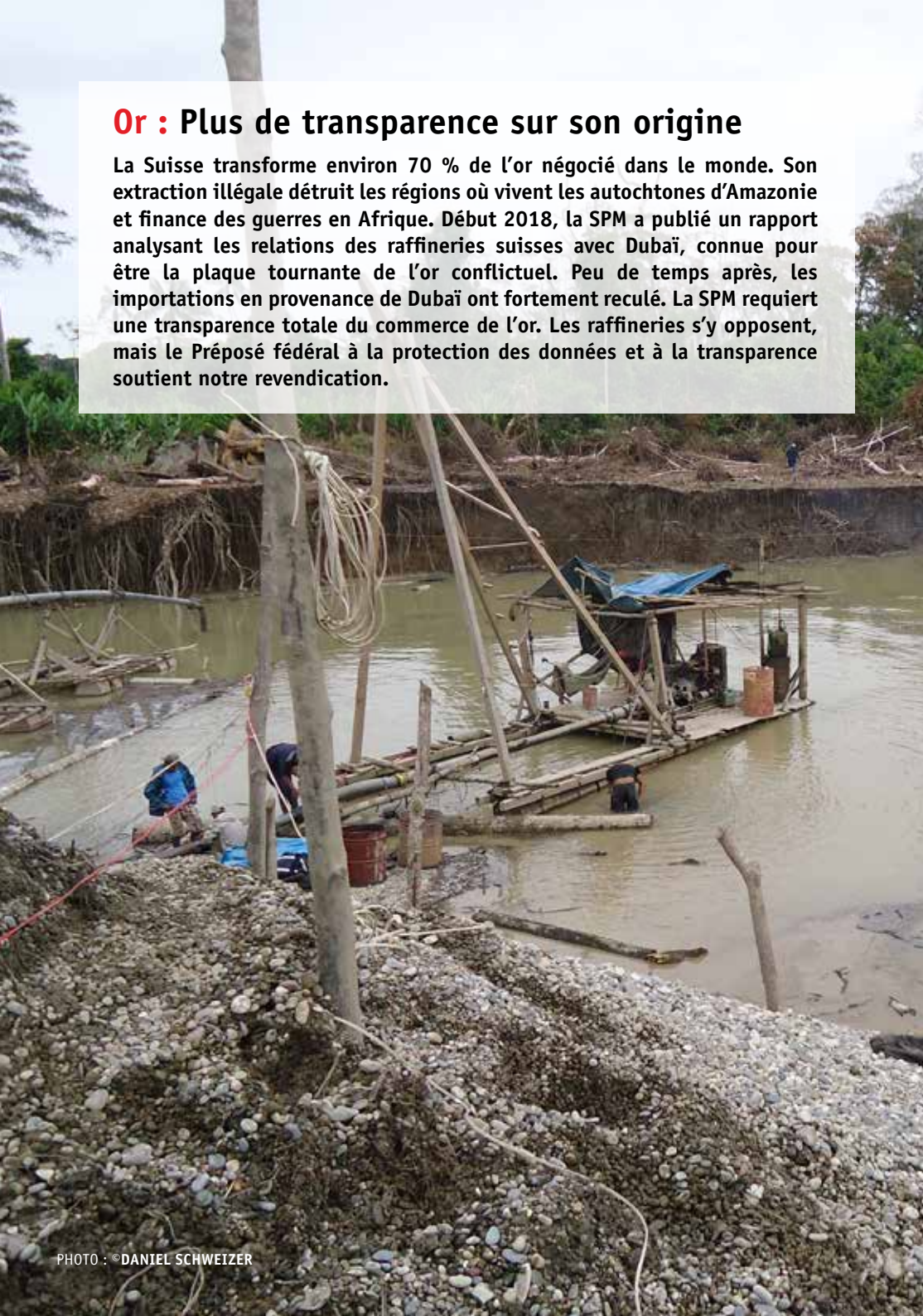


PERSPECTIVES

La SPM attire de nouveau l'attention du Conseil des droits de l'homme sur la problématique de l'accaparement des terres au Sri Lanka. En outre, nos organisations partenaires au Sri Lanka continueront de suivre étroitement et de conseiller l'auto-organisation des personnes concernées.

Or : Plus de transparence sur son origine

La Suisse transforme environ 70 % de l'or négocié dans le monde. Son extraction illégale détruit les régions où vivent les autochtones d'Amazonie et finance des guerres en Afrique. Début 2018, la SPM a publié un rapport analysant les relations des raffineries suisses avec Dubaï, connue pour être la plaque tournante de l'or conflictuel. Peu de temps après, les importations en provenance de Dubaï ont fortement reculé. La SPM requiert une transparence totale du commerce de l'or. Les raffineries s'y opposent, mais le Préposé fédéral à la protection des données et à la transparence soutient notre revendication.



L'origine de l'or doit être rendue publique



ACTIVITÉS

Depuis 2014, la Suisse est le premier importateur d'or transformé ou commercialisé à Dubaï. La SPM a voulu analyser ces relations dans un rapport publié début 2018 car Dubaï est connu pour être la plaque tournante de l'or conflictuel. En outre, la SPM a enquêté sur les importations d'or en provenance de régions à haut risque au Pérou et sur le rôle de la raffinerie suisse Metalor. A la suite de la publication de son rapport, la SPM a déposé une requête auprès de l'Administration fédérale des douanes afin que les origines précises de l'or importé soient publiées.



SUCCÈS

A la suite de la demande de la SPM, en février 2018, réclamant la transparence, les importations en Suisse d'or de Dubaï ont fortement chuté. S'élevant à plus de 20 tonnes en janvier, ces importations ont baissé brutalement à 8 tonnes en février et n'atteignaient même plus une tonne au mois d'août. En juillet, il n'y a même pas eu d'importation du tout. Peu de temps après la parution du rapport de la SPM, les autorités douanières péruviennes ont confisqué près de 100 kg d'or car l'exportateur n'était pas en mesure d'en prouver l'origine légale. Plus tard, Metalor a annoncé qu'ils ne recevaient plus d'or en provenance des sociétés péruviennes de négoce d'or.

La SPM a remporté une première victoire importante en novembre : le Préposé fédéral à la protection des données et à la transparence a soutenu par une recommandation la demande de la SPM réclamant la possibilité de consulter les données détaillées du commerce de l'or.

« Seule la publication de l'origine peut éviter que l'or conflictuel soit blanchi en Suisse » – Christoph Wiedmer, co-directeur de la SPM



PERSPECTIVE

En janvier 2019, la Direction générale des douanes a décidé que la SPM devait pouvoir accéder aux données demandées et qu'ainsi transparence devait être faite sur l'origine de l'or importé. Les raffineries ont fait appel auprès du Tribunal administratif fédéral contre cette disposition. Ceci retarde considérablement la mise en œuvre de la transparence, si tant est qu'elle soit agréée. A la suite de la publication du rapport de la SPM et des déclarations d'experts qui ont suivi, d'autres rapports, dans la presse internationale, sur la problématique de l'or et sur le rôle de la Suisse sont à prévoir.

Roms : Leur lutte pour la reconnaissance

En 2018, le Conseil fédéral a rejeté la demande de reconnaissance des Roms suisses en tant que minorité nationale. Cette décision dénote clairement la nécessité d'efforts supplémentaires en matière d'information et de sensibilisation. Ce travail a d'ailleurs porté ses fruits dans une offre de médiation de la SPM et de son organisation partenaire VSRS : du printemps à l'automne 2018, les conflits entre les Roms nomades et les pouvoirs publics ont pu être évités. La SPM s'est également engagée dans le cadre de procédures juridiques contre le racisme et la discrimination des Yéniches, Sintés et Roms à l'occasion de campagnes électorales et de dispositions légales.

Poser les bases de la sensibilisation



ACTIVITÉS

Le travail de sensibilisation de la SPM en faveur de la minorité rom en Suisse s'est avéré varié. Le projet de médiation pour les Roms nomades que la SPM a lancé conjointement avec l'association « Verband Sinti und Roma Schweiz (VSRS) » en fait partie. Par un recours auprès du Tribunal fédéral, la SPM a également réagi à une loi discriminatoire dans le canton de Neuchâtel portant sur le stationnement des Yéniches, Sintés et Roms. Enfin, la SPM a porté plainte pour violation de la norme pénale contre la discrimination raciale à la suite d'une publication sur Facebook des Jeunes UDC, émise dans le cadre d'une campagne électorale, et tenant des propos racistes à l'encontre des Roms nomades.



SUCCÈS

Grâce à l'offre de médiation interculturelle de la SPM et de la VSRS, quasiment aucun conflit entre Roms nomades et autorités n'a été enregistré en 2018. La SPM a pu transmettre le projet de médiation à la VSRS qui le gèrera dorénavant de manière autonome. Le Conseil de l'Europe a réagi au rapport alternatif de la SPM sur la situation des Yéniches, Sintés et Roms en Suisse (2017) et critiqué la décision du gouvernement suisse refusant de reconnaître les Roms comme minorité nationale. Il soutient les recommandations de la SPM et demande que la Suisse adapte ses critères de reconnaissance des minorités nationales.

« Les expulsions ne sont pas une solution » – Andreas Geringer, médiateur interculturel VSRS



PERSPECTIVE

La SPM fait partie d'un groupe de travail des éditions scolaires du canton de Zurich (Lehrmittelverlag Zürich), qui est en train d'élaborer un support pédagogique sur l'histoire des Yéniches, Sintés et Roms en Suisse. Début 2019, l'association « Verband Sinti und Roma Schweiz » et la SPM ont remporté un premier succès dans la procédure contre les Jeunes UDC : un tribunal régional bernois a reconnu coupables les coprésidents, lesquels ont réagi en recourant devant la Cour suprême cantonale. A Berne et à Neuchâtel, la SPM va s'engager contre des nouvelles lois qui discriminent les minorités nomades en introduisant des mesures encore plus sévères.

Norvège : Les Samis du Sud réclament le respect

Un immense parc éolien est prévu en Norvège mettant en péril l'élevage traditionnel des rennes et ainsi l'existence même des Samis du Sud. Credit Suisse et BKW font partie des investisseurs principaux du projet. La SPM a permis aux représentants des Samis du Sud de rencontrer les représentants de ces deux entreprises en Suisse et de leur expliquer leur situation. Les faits ont suscité un vif intérêt dans les médias en Norvège comme en Suisse et ont donné lieu à une intervention au Grand Conseil du canton de Berne, exigeant que la responsabilité de l'entreprise BKW soit examinée.



PHOTO : ©FRANZISKA ROTHENBÜHLER

Les entreprises doivent respecter les droits des autochtones



ACTIVITÉS

La SPM a mené en décembre la campagne « Turbines Need Sami Consent ! » avec le but de soutenir la communauté autochtone des Samis du Sud en Norvège. Ces derniers demandent aux entreprises suisses Credit Suisse et BKW de respecter les droits des autochtones et de réfléchir à leur investissement dans le projet de parc éolien controversé. La SPM a permis à des représentants des Samis de s'entretenir personnellement avec les responsables de ces entreprises en Suisse et a manifesté à leurs côtés devant le siège de BKW à Berne. La SPM a également organisé une manifestation publique permettant aux personnes intéressées d'échanger avec les représentants des Samis.



SUCCÈS

L'engagement de la SPM a entraîné la publication d'articles dans la presse locale norvégienne, sami et suisse. Les responsables politiques suisses ont également réagi : la députée des Verts Natalie Imboden a déposé une intervention parlementaire auprès du Grand Conseil bernois. Elle demande que le Conseil d'Etat du canton de Berne examine la façon dont la BKW respecte les standards internationaux en matière de responsabilité sociale des entreprises dans le cadre de ses investissements à l'étranger. En outre, elle exige que les modalités contractuelles prévues en cas de violation des droits humains par les partenaires du groupe BKW soient exposées. Il s'agit d'éviter les effets néfastes sur les personnes et l'environnement.

« Les entreprises suisses doivent assumer leur responsabilité. » – Maja Kristine Jåma, Samie du Sud



PERSPECTIVE

La SPM suivra avec attention l'évolution de la situation des Samis en Norvège. Elle exige des entreprises suisses de s'assurer que, dans le cadre de tels projets, les droits des communautés autochtones soient respectés et que leur avis soit pris en considération, selon le principe du consentement libre, préalable et éclairé (CLPE). Dans cette perspective, la SPM soutient l'initiative pour des multinationales responsables.

Rapport financier

La SPM peut à nouveau se féliciter d'une année réussie, y compris sur le plan financier. Les liquidités sont assurées grâce à la base solide du capital propre. Sans le soutien généreux de nos membres, de nos donatrices et donateurs ainsi que de celui de diverses fondations et des institutions, notre travail ne serait pas possible. La SPM tient à remercier ici vivement chacun-e de ces acteurs/trices. Elle utilise de manière efficace et ciblée les ressources mises à disposition et veille à les gérer de façon économe.

Les comptes annuels complets avec le rapport de révision peuvent être commandés auprès de la SPM ou téléchargés sur son site Internet :

www.gfbv.ch/fr/a-notre-sujet/rapport-annuel/

Bilan au 31 décembre 2018

ACTIFS	2018	2017
LIQUIDITÉS	826 053.94	792 074.86
CRÉANCES DE LIVRAISONS ET PRESTATIONS	2 083.95	2 191.40
RÉGULARISATION ACTIF	17 371.10	35 860.65
TOTAL DES ACTIFS CIRCULANTS	845 508.99	830 126.91
IMMOBILISATIONS CORPORELLES MOBILIÈRES	56 184.40	2 911.00
TOTAL DES ACTIFS IMMOBILISÉS	56 184.40	2 911.00
TOTAL DES ACTIFS	901 693.39	833 037.91

PASSIFS	2018	2017
FONDS ÉTRANGERS À COURT TERME	91 741.20	120 692.85
RÉGULARISATION PASSIF	142 650.40	48 059.91
TOTAL DES FONDS ÉTRANGERS À COURT TERME	234 391.60	168 752.76
CAPITAL DE FONDS	7 300.60	12 515.22
TOTAL DU CAPITAL DE FONDS	7 300.60	12 515.22
CAPITAL DE L'ORGANISATION	651 769.93	669 092.39
RÉSULTAT ANNUEL	8 231.26	-17 322.46
TOTAL DU CAPITAL PROPRE	660 001.19	651 769.93
TOTAL DES PASSIFS	901 693.39	833 037.91

Compte d'Exploitation du 1.1. au 31.12.2018

RECETTES	2018	2017
PRODUIT DES VENTES	1 134.10	1 221.55
COTISATIONS DES MEMBRES ET DONS	1 630 836.65	1 603 865.75
CONTRIBUTIONS	311 257.29	598 699.87
AUTRES RECETTES	2 535.82	1 936.80
TOTAL RECETTES	1 945 763.86	2 205 723.97

CHARGES	2018	2017
CAMPAGNES ET PROJETS	909 836.97	1 231 329.58
FRAIS DE PERSONNEL	330 844.00	347 139.90
CHARGES ADMINISTRATIVES	99 183.10	125 567.30
CHARGES DE COLLECTE DE FONDS	582 935.55	555 645.50
AMORTISSEMENTS	14 450.00	905.60
TOTAL DES CHARGES	1 937 249.62	2 260 587.88
RÉSULTAT D'EXPLOITATION	8 514.24	-54 863.91
RÉSULTAT FINANCIER	-5 497.60	-4 644.71
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL	0.00	-16 468.25
RÉSULTAT AVANT MODIFICATION DU CAPITAL DE FONDS	3 016.64	-75 976.87
RÉSULTAT DES FONDS	5 214.62	58 654.41
RÉSULTAT ANNUEL	8 231.26	-17 322.46

Principes comptables généraux

Les comptes de la Société pour les peuples menacés (SPM) sont établis conformément aux recommandations relatives à la présentation des comptes (Swiss GAAP RPC 21), aux RPC fondamentales et au code suisse des obligations. Les comptes annuels donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière ainsi que des résultats.

Les comptes annuels 2018 ont été approuvés par le comité le 27 février 2019, en vue de l'assemblée générale.

Contributions

Les organisations suivantes nous ont soutenus en nous versant des contributions notables :

CONTRIBUTIONS DES ORGANISATIONS	2018	2017
GREEN CROSS PROJET WADI	273 293.00	542 396.00
PAROISSE RÉFORMÉE DE SISSACH ROMS	5 000.00	5 000.00
FÉDÉRATION DES ÉGLISES PROTESTANTES DE SUISSE FEPS TAMOUL-E-S	3 750.00	
ASSOCIATION D'AMITIÉ SUISSE-TIBET GSTF CAMPAGNE TIBET	5 000.00	
VEREIN TIBETER JUGEND IN EUROPA (VTJE) CAMPAGNE TIBET	2 000.00	
TIBETER GEMEINSCHAFT IN CH UND FL (TGSL) CAMPAGNE TIBET	5 000.00	
FONDATION TEMPERATIO ACCAPAREMENT DES SOLS AU SRI LANKA	6 000.00	
GREENPEACE PRÉLÈVEMENTS	3 300.00	
EPER SUPPORT TECHNIQUE KOSOVO	4 525.45	
STIMMVOLK.CH	3 388.90	
PRO VICTIMIS DOMARI EUR 18'000		-19 296.00
GREENPEACE SUISSE RECHERCHE SUR L'OR		3 000.00
C4ADS RECHERCHE SUR L'OR		4 943.00
ANNE FRANK-FONDS DETOX		1 000.00
GLOBAL LOKAL RECHERCHE SUR L'OR		3 000.00

CONTRIBUTIONS DU SECTEUR PUBLIC	2018	2017
SG-DFI, SERVICE DE LUTTE CONTRE LE RACISME ROMS EN SUISSE 2017		10 000.00
OFFICE FÉDÉRAL DE LA CULTURE ROMS EN SUISSE 2017		10 000.00
OFFICE DE LA CULTURE DU CANTON DE BERNE / FONDS DE LOTERIE ROMS NOMADES EN SUISSE		19 198.00
OFFICE FÉDÉRAL DE LA CULTURE DETOX		2 000.00
SG-DFI, SERVICE DE LUTTE CONTRE LE RACISME DETOX		2 000.00
KULTUR STADT BERN DETOX		2 500.00

Prestations non rémunérées

Nous remercions les avocats Dieter von Blarer et Lorenz Hirni pour les conseils juridiques qu'ils nous ont dispensés gracieusement. La société Proffix AG nous a soutenus en s'occupant de diverses adaptations logicielles pour les services informatiques. Cette aide est estimée à environ CHF 5 000.-.

Rapport d'activité

La SPM effectue principalement des travaux d'information, de campagnes et de projets, dont la réalisation suppose de pouvoir s'appuyer sur un nombre suffisant de membres et de donateurs/trices. En 2018, la SPM a investi au total CHF 582 935.55 dans la collecte de fonds. La publicité destinée aux membres et donateurs/trices, est une mesure essentielle pour collecter des fonds mais sert également à sensibiliser le grand public, conformément au but de l'organisation. Les nouveaux membres et donateurs/trices sont recruté-e-s avant tout dans la rue, via des stands. Fin 2018, la SPM comptait quelque 17 300 soutiens actifs (année précédente : 14 400). Nous avons par ailleurs reçu des dons ainsi que des contributions de paroisses, de fondations et d'autres organisations pour divers projets spécifiques.

Le comité s'est réuni six fois en 2018 et a effectué en tout près de 200 heures de travail non rémunéré pour la SPM.

Les membres du comité sont :

Lisa Mazzone (présidente élue jusqu'en 2020) ; **Göpf Berwerger** (président suppléant, élu jusqu'en 2019) ; **Sonja Beeli** (élue jusqu'en 2019) ; **Theodora Peter** (élue jusqu'en 2020) ; **Marianne Helfer** (élue jusqu'en 2019) ; **Eva Schmassmann** (élue jusqu'en 2019) ; **Nora Refaeil** (élue jusqu'en 2020)

Au cours de l'année 2018, 20 collaborateurs/trices fixes ont travaillé pour la SPM, dont 7 stagiaires et 2 apprenti-e-s.

La Société pour les peuples menacés Suisse est la section suisse de la Société pour les peuples menacés International. Les activités de la SPM Suisse sont en conformité avec les objectifs de la SPM International. En 2018, aucune cotisation n'a été payée à la SPM International. Cette dernière possède également des sections en Allemagne, en Autriche, dans le Tyrol du sud (Italie), en Bosnie Herzégovine et dans le nord de l'Irak. L'organisation compte par ailleurs des représentant-e-s dans d'autres pays.

Les campagnes et projets sont décrits de manière détaillée dans le rapport annuel.

La SPM remercie tous les membres, les donatrices et donateurs, les fondations et le service public pour leur généreux soutien. Sans eux, notre travail ne serait pas possible – un grand merci ! La SPM remercie également vivement ses collaborateurs/trices et ses stagiaires pour leur fervent engagement en faveur des droits humains !

Devenez une voix

pour les minorités
& les peuples
autochtones

par une
ADHÉSION



ou un
DON



AGISSEZ – SOUTENEZ-NOUS !

Notre engagement n'est possible qu'avec votre soutien. Avec votre adhésion ou votre don, vous soutenez des minorités et des peuples autochtones dans la lutte pour leurs droits humains.

 www.gfbv.ch/fr/

Merci!